

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AMR 19/008/2007 (Public)
Bulletin n° : 042
6 mars 2007

Embargo : 6 mars 2007 00h01 TU

Brésil. Irene Khan en appelle à la collaboration du gouvernement pour mettre fin à la violence

La secrétaire générale d'Amnesty International, Irene Khan, a exhorté ce mardi 6 mars le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva à collaborer avec les gouverneurs nouvellement élus José Serra (São Paulo) et Sergio Cabral (Rio de Janeiro) pour mettre en œuvre une réforme de la sécurité publique, indispensable pour s'attaquer aux fondements de la violence au Brésil.

« Qu'il s'agisse de la violence criminelle extrême qui ravage les villes brésiliennes ou de la multiplication des groupes de police privée comblant le vide laissé par les autorités, presque rien n'a été fait pour mettre fin à la discrimination sociale, la corruption et les violations des droits humains qui minent la sécurité publique, a déclaré Irene Khan.

« La violence urbaine fait non seulement chaque année des dizaines de milliers de victimes parmi les jeunes mais elle enferme aussi des millions de personnes dans une pauvreté de plus en plus aigüe. Elle constitue un des principaux obstacles à l'intégration que le président Lula a promise dans son récent discours d'investiture. »

Le Brésil a connu les éruptions de violence parmi les pires de son histoire lorsque des bandes de trafiquants de drogue et de délinquants ont attaqué des civils et des policiers, en mai 2006 dans l'État de São Paulo, puis en décembre à Rio de Janeiro. Ces attaques avaient été fermement condamnées par Amnesty International à l'époque. Cependant, le fait qu'aucune solution n'ait été apportée aux problèmes de fond que connaît la justice moribonde du pays a de toute évidence créé des conditions propices à de telles attaques.

Amnesty International a également souligné que les politiques réactives et répressives adoptées par les gouvernements précédents de ces deux États avaient eu un effet dévastateur sur les populations les plus pauvres, en aggravant la vulnérabilité des policiers et en alimentant la violence dans les villes.

En février, les forces de police de l'État de Rio de Janeiro et des membres d'un bataillon d'élite des forces de sécurité nationales ont procédé à une première opération commune en investissant les favelas du Complexo do Alemão. Au moins six personnes, dont de simples badauds, ont été tuées pendant cette opération, au cours de laquelle a été utilisé le véhicule blindé connu sous le nom de *caveirão*. Après des échanges de tirs qui ont duré trois jours, la police s'est retirée affirmant avoir saisi un fusil et une grenade.

À São Paulo, la paralysie de la ville provoquée par une vague d'attaques criminelles a été suivie de violences similaires de la part des responsables de l'application des lois. Des préoccupations demeurent concernant la conduite de la police lors de ces violences et l'impact du crime organisé au

sein du système carcéral et dans la périphérie de São Paulo.

À Rio également, l'accroissement, et la couverture médiatique, des activités des milices – groupes de maintien de l'ordre composés de policiers n'étant pas en service qui contrôlent les favelas, en combinant opérations de type militaire, manœuvres d'intimidation et extorsions de fonds – est extrêmement préoccupant et symptomatique de la désertion de l'État depuis de nombreuses années. Des trafiquants de drogue déplacés se disputent désormais ces quartiers, laissant envisager plus de violences encore dans la ville en 2007.

« Pour extraire la violence policière et criminelle des grands centres urbains du Brésil, la sécurité publique, dans le sens le plus vaste du terme, doit être rétablie de toute urgence. Ce n'est que par le biais de politiques communes de santé, d'éducation et de maintien de l'ordre professionnel permettant la réinsertion des zones n'étant plus contrôlées par l'État, que des progrès à long terme pourront être réalisés. »

Amnesty International a écrit au président Lula et aux gouverneurs Sergio Cabral et José Serra pour leur faire part de ses préoccupations concernant la situation des droits humains au Brésil. L'organisation espère ainsi ouvrir un dialogue sur la promotion et la protection des droits fondamentaux de tous les Brésiliens.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. site : <http://www.amnesty.org>